544

Domaine public

Montagnes de médicaments

Depuis le temps qu'on nous avertit charitablement que l'organisation du système de santé sera le problème numéro un de la décennie (d'abord les années septante, puis les années huitante!), les rapports succèdent aux rapports, les évaluations succèdent aux évaluations, les critiques succèdent aux critiques... et le constat reste, il faut le dire, globalement toujours aussi flou, dans ses prolongements politiques au moins.

A DP, nous ne nous sommes pas privés de tirer la sonnette d'alarme: le sujet, malgré sa complication impressionnante, compte parmi nos préoccupations permanentes; et souvent nous nous demandons si, à force d'occuper colonnes sur colonnes du journal, propositions et analyses ne finissent pas par lasser le lecteur. Tout de suite, pourtant, un aveu et un avertissement: nous ne sommes pas près d'abandonner la partie, lassitude ou pas!

L'effervescence à ce chapitre de la politique sociale a eu jusqu'ici un grand mérite: les tabous qui obscurcissaient le débat commencent à céder — on peut parler par exemple de la finalité de la médecine, des droits du malade —; les travaux scientifiques publiés, pas tous convergents, loin de là, ont dégagé les «points chauds» sur lesquels il faudra prendre position; et corollairement, les intérêts en jeu apparaissent peu à peu au grand jour, intérêts économiques en première ligne. D'où, bien sûr, de nouveaux nuages de fumée (statistiques et autres) destinés à masquer la réalité. C'est là qu'il s'agit, autant que possible, de fixer des points de repère fiables. Ce travail est d'autant plus délicat à mener que, ici comme ailleurs dans notre pays, le secteur privé est quasiment seul à distiller les données indispensables à la réflexion.

Battons le fer pendant qu'il est chaud et revenons

d'abord au thème qui agite beaucoup les esprits ces temps-ci, la consommation de médicaments (cf. DP 543, 1.5.1980, «Médicaments: les Suisses parmi les plus voraces»). On ne coupera pas de quelques chiffres: c'est l'exercice qui veut ça...

Donc, il est de bonne guerre aujourd'hui d'interpeller l'opinion sur une comparaison qui semble favorable à l'industrie du médicament: de 1966 à 1977 d'une part, l'indice des prix à la consommation a augmenté en Suisse de 66%; l'indice pondéré des prix d'Interpharma¹ (Ciba-Geigy, Hoffmann-La-Roche, Sandoz) s'est accru d'autre part de 23%, soit quelque 2% en moyenne annuelle. Un bon point pour les médicaments envisagés sous l'angle de leur prix? Le signe de l'efficacité des mesures prises par l'Etat pour endiguer la montée des prix des produits pharmaceutiques? Déjà, chaque partie s'est empressée de tirer la couverture à elle! Voyons les phénomènes que recouvre une telle confrontation...

De 1966 à 1976, d'après les documents produits par Interpharma, les dépenses de médicaments ont crû au rythme annuel de 8,9%, dont 6,8% dus à l'augmentation des quantités vendues. On peut dire tout de suite que ce qu'on ne gagne pas sur les «prix», on l'obtient sans coup férir en multipliant les ventes et en incitant massivement aux achats. Plus que la stricte mise en parallèle des indices, c'est cette stimulation permanente des Suisses à la consommation qui est donc intéressante. Voilà donc une partie du terrain déblayé.

Cela dit, on ne renonce pas partout aux augmentations de prix. Mais cela se fait à travers des détours bien connus: un produit «bon marché» est retiré de la circulation, par exemple, pour être remplacé, une fois le «besoin» acquis, par des produits attractifs, de qualité semblable, mais de rendement plus lucratif. Ce ne sont pas là que suppositions malveillantes: considérez en effet que les dépenses

SUITE ET FIN AU VERSO

J.A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 544 8 mai 1980
Dix-septième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 48 francs.

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C. C. P. 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Rudolf Berner
Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
Jean-Daniel Delley
Pierre Gilliland
Yvette Jaggi

Montagnes de médicaments

des caisses-maladie, pendant la période en question, ont progressé de... 14,4% l'an!

Demeurons un instant sur ce terrain révélateur entre tous des dépenses des caisses-maladie. Une donnée de base pour commencer: le nombre des assurés a augmenté. On peut néanmoins poser comme une certitude que par assuré les dépenses de médicaments par le canal de l'assurance sociale ont passé de 35 francs en 1966 à 110,50 francs en 1977 (3,2 fois plus). On vous épargne les calculs; mais sachez que sur le plan de la quantité, cela représente un doublement du volume acheté en sept ans et demi (un facteur de multiplication de 2,8, toujours pour la même période).

Encore heureux, comme disait l'autre, qu'une bonne partie des médicaments soit jetée, en définitive!

Il reste que de quelque côté qu'on aborde le problème, c'est bien l'aspect quantitatif qui est le plus préoccupant. Nous sommes de nouveau bien loin de la bataille des indices et du satisfecit décerné à l'industrie du médicament au premier coup d'œil.

LES COUDÉES FRANCHES

Dans cette perspective, le tassement du rythme d'accroissement des coûts considérés, de 1975 à 1977, n'apporte pas d'apaisement véritable: combien de temps durera ce répit? En fait, il est permis d'avancer qu'ici les fabricants ont pour le moment les coudées franches. Et la concurrence, avancerez-vous peut-être, serait-elle à même de modifier certaines tendances du marché? La concurrence existe dans le domaine des médicaments administrés sur ordonnance, répond le rapport approuvé par le Conseil fédéral sur le sujet²; elle existe bien sur le plan de la qualité, mais elle est à

peine sensible dans le domaine des prix et «l'ordre des marges est extraordinairement rigide» (p. 71). Peu de bouleversements à attendre donc de ce côté-là.

A ce stade de l'examen, il faut bien poser un postulat: il n'est pas question de vomir les médicaments dans leur ensemble. On sait combien les progrès enregistrés dans ce domaine ont été précieux pour l'évolution de la médecine dans son entier et pour les malades. Mais l'utilité et l'efficacité ne sont pas évidentes pour tous les produits. Et le décalage est souvent spécialement défavorable pour les Suisses, parce que dans notre pays, «prix et marges apparaissent relativement élevés» et que «le marché suisse semble attirant (ce que montre le nombre toujours élevé de demandes d'admission de médicaments)». D'où le poids extraordinaire de cette facture «médicamenteuse» (sans compter les hôpitaux): «grosso modo» un milliard et demi.

APPELS À LA SURCONSOMMATION

Evidemment, des facteurs extérieurs à la juste médecine et aux besoins des malades poussent à la surconsommation. En vrac: l'existence de la «propharmacie» (vente de médicaments par des médecins); la propension de certains médecins à allonger les ordonnances; le phénomène de refuge des malades dans «le» remède; la baisse du seuil de tolérance à la maladie (supporte-t-on encore un rhume?); l'influence de pharmaciens qui, vendeurs, ne jouent plus leur rôle de filtre avec assez de rigueur; le développement constant d'un marché industriel lucratif; l'influence de la publicité en particulier développée en direction de consommateurs potentiels, le travail des «visiteurs» médicaux; la multiplication des rabais, bonis, échantillons gratuits, etc.

INTÉRÊTS NÉGATIFS

En fait, il y a tout lieu de penser que ce volume physique croissant (on compte en kilos!) de la vente de médicaments ne se traduit pas en amélioration

réelle de la santé. Au contraire: on estime que les investissements incessants portent là des intérêts négatifs: on cite souvent à cet égard le gaspillage général, l'amoncèlement de produits dans les pharmacies de ménages, le fait que nombre de malades dépassent le seuil critique de tolérance, absorbant des médicaments comme leur nourriture quotidienne.

LE DANGER

De là à poser qu'un volume croissant de médicaments à disposition sur le marché est un danger, il n'y a qu'un pas, franchi en toute bonne foi. La responsabilité de l'industrie est en conséquence nettement engagée (un détail, mais important: la surconsommation est peut-être moins inquiétante chez certains malades que parmi les bien-portants).

Pour conclure: une dernière piste. Au lieu de chercher «en aval», à créer un sentiment de culpabilité chez les consommateurs pour leur gaspillage ou chez les médecins «surprescripteurs», il serait temps d'intervenir «en amont»: «Formation, information, éducation dans le domaine de la santé jouent un rôle important (...) Une réduction sensible des coûts (...) ne peut être obtenue qu'en agissant sur les quantités consommées et sur les incitations à consommer» (document cité, p. 74).

Tout cela sans rappeler que ce marché légal et libre, comme il se doit, est financé à 80% par une assurance sociale subventionnée.

¹ Attention: Interpharma détient environ un cinquième du marché des médicaments. Ne pas perdre de vue les «autres» produits pour lesquels les marchands sont plus discrets.

² Rapport sur l'évolution des revenus des personnes exerçant une activité dans le domaine médical et sur celle des prix des médicaments. Office fédéral des assurances sociales. Août 1979.

Les saisons de votre quotidien

Journaux épais ou journaux maigres: actualité dense ou actualité faible? C'est en tout cas une évidence: si le prix de votre quotidien préféré ne change pas (ou rarement), son volume en revanche est sujet, tout au long de l'année, à des fluctuations importantes, le phénomène le plus net étant ce traditionnel amaigrissement estival qui réduit toute la presse à la portion congrue.

En fait, principes de saine gestion obligent, c'est le volume publicitaire à disposition, plus que celui de l'actualité, qui détermine — en moyenne — le nombre de pages rédactionnelles qui seront publiées: il est acquis qu'on ne saurait descendre, sans léser gravement l'équilibre budgétaire d'un journal, pendant une trop longue période en dessous de la «parité», soit une page accordée à la rédaction pour une page consacrée aux annonceurs.

Ainsi, d'une certaine manière, l'efficacité des agences spécialisées dans la récolte de la publicité, Publicitas en tête bien entendu, plus loin derrière Orell Füssli et Annonces Suisses SA, conditionnent-elle l'information (un correctif pourtant: l'espace à disposition ne fait pas tout; le traitement des informations à disposition peut suppléer à un manque de place).

La publicité pour les articles de marque est de celle dont la masse subit des variations tout à fait caractéristiques de janvier à décembre; celles-ci influencent donc directement l'allure de toute une série de magazines ou de quotidiens supra-régionaux qui ne sauraient compter sur des «rentrées» importantes découlant de petites annonces, de publicité locale ou occasionnelle.

Autrement dit, en suivant la courbe des investissements consentis annuellement par les publicitaires vantant leurs marques, il y a de fortes chances pour

que vous retrouviez, «grosso modo», la façon dont est traitée l'actualité au fil des mois, développements imposants ou prédominance du style télégraphique, importante variété des sujets ou panorama limité au strict minimum.

Les fluctuations saisonnières de la publicité de marque dans les journaux (sans les magazines) en 1979, telles que calculées par Schmidt + Pohlmann. En millions de francs:

janvier: 32,4;
février: 38,3;
mars: 57,4;
avril: 49,6;
mai: 54,0;
juin: 44,4;
juillet: 26,1;
août: 29,6;
septembre: 52,4;
octobre: 63,9;
novembre: 59,1;
décembre: 40,6.

— Nouvelles de la presse alternative. «Vivre

A SUIVRE

Branle-bas de combat franco-suisse après l'arrestation de deux douaniers français il y a quinze jours à Bâle. S'installe un climat de suspicion à la frontière; la France fait donner de la voix quelques hauts fonctionnaires; tout cela pendant que le procureur général de la Confédération met au point son dossier concernant les activités illicites des deux enquêteurs venus sans droit examiner de plus près dans notre pays l'ampleur de certains mouvements de fonds français, illégalement transférés dans les banques helvétiques (on parle beaucoup de listes de clients de la SBS). Nul doute que les caractéristiques du secret bancaire suisse ne favorisent la prolifération de dépôts illégaux de fonds derrière les guichets de nos banques. A cet égard, on com-

demain», journal écologique romand, cherche 650 nouveaux abonnés (ou une page et demie de publicité régulièrement) pour assurer sa «viabilité financière». «Le Rebrousse-Poil», mensuel d'action non-violente, d'écologie et de contre-information, lance une campagne d'abonnements qui lui permettrait de passer régulièrement à 24 pages (dans le dernier numéro, une intéressante somme sur les handicapés en Suisse, n° 28, mai 1980). «Tout va bien» publiait il y a deux mois un appel à 500 nouveaux abonnés qui lui permettrait de faire le pont jusqu'au début de l'été (fêtes de soutien à Genève — dès 16 heures, ce 10 mai, à la salle communale de Plainpalais — et à Lausanne, en collaboration avec «Le Rebrousse-Poil», le 31 mai dès 15 heures à la Grande Salle de Vennes). A part cela, nous avons le plaisir d'enregistrer le succès de l'organe officiel des associations et sections de Suisse romande et du Tessin et de l'Association suisse de Sous-Officiers, «Le Sous-Officier — Notre armée de milice» dont le tirage ne cesse d'augmenter, d'année en année, et dont l'association de patronage et de promotion vient de tenir sa première assemblée annuelle à Môtiers dans le Val-de-Travers.

prend que les «espions fiscaux» de tous poils se donnent rendez-vous à Genève, Zurich ou Bâle, pour ne pas parler du Tessin. Mais le battage organisé autour de cette affaire ne doit pas faire illusion: la vraie évasion fiscale, celle qui porte le préjudice le plus lourd à la majorité des contribuables, ce n'est pas celle qui s'organise en bravant les douanes, dans les valises des passeurs ou dans les poches des «touristes», c'est celle qui grossit en toute légalité à travers les méandres de la législation «ad hoc», vol de millions d'un pays à l'autre en deux lignes de télex, justifiés sous la forme de paiements compensatoires ou autres astuces dûment répertoriées. On peut se demander si le zèle des «enquêteurs» spécialisés ne trouverait pas dans les documents comptables en question, à la source, au siège des sociétés, une meilleure récompense.

«Réforme» des finances: pas si simple que ça!

«Pour une véritable réforme des finances fédérales», tel est le titre ambitieux d'un document que vient de publier (avril) le Centre patronal vaudois. Et de procéder d'abord à un constat: les mouvements d'argent entre la Confédération et les cantons sont de quelque 2,3 milliards dans l'un et l'autre sens; sur ces 2,3 milliards, 600 millions environ ont un effet de péréquation intercantonale, alors que 1,7 milliard sont versés par les cantons à la Confédération, puis restitués par celle-ci aux cantons, sans bénéfice réel pour aucune des collectivités. Conclusion du Centre patronal: ce mouvement de 1,7 milliard est inutile. D'où, notamment, ces trois propositions:

— suppression du versement aux cantons des parts aux recettes fédérales et des subventions influençant leurs finances;

— suppression de l'impôt de défense nationale;
— versement par les cantons à forte capacité financière de 600 millions, qui seraient redistribués aux cantons moins favorisés.

Le Centre patronal estime que ses propositions apportent «une simplification essentielle par la suppression d'une quarantaine de causes de transfert d'argent, donc par l'allègement législatif et administratif que cela implique».

Il faut incontestablement saluer le travail fouillé et extrêmement important qu'a fourni le Centre patronal vaudois en compulsant et confrontant des séries de chiffres. On peut toutefois avoir des doutes sur les solutions proposées:

ON BIFFE ET C'EST TOUT...

— Peut-on vraiment imaginer qu'en supprimant les subventions qu'elle verse aux cantons, la Confédération verra ses travaux administratifs s'alléger? Suffit-il, par exemple, de biffer des textes légaux les subventions versées en application de la législation sur la protection des

eaux, pour que disparaissent les obligations de la Confédération en cette matière?

La suppression des subventions concernant la protection civile aboutira-t-elle également à l'abandon de toute compétence de la Confédération en cette matière? Chaque canton règlera-t-il la protection civile comme il l'entend?

Supprimer un certain nombre de subventions ne signifie donc pas que le travail administratif fourni par la Confédération disparaîtra simultanément... Ou, si tel devait vraiment être le cas, on aboutirait dans ces domaines à un éclatement de la Confédération.

— La suppression de l'impôt de défense nationale n'est pas aussi simple, non plus, que le présente le Centre patronal vaudois: cet impôt a joué en effet un rôle d'harmonisation et il est l'un des piliers de la future harmonisation en matière fiscale. Son abandon aboutirait également au retour d'un fédéralisme étroit et les régimes fiscaux qui ont tendu à se rapprocher les uns des autres sous l'influence de l'impôt de

La presse à l'écoute du Centre patronal

Le moins qu'on puisse dire est que la presse romande n'a pas boudé les propositions du Centre patronal vaudois. Dans tous les quotidiens romands sans exception, le document publié à Lausanne a reçu un très large écho, version Agence télégraphique suisse ou non (suivant les moyens rédactionnels), avec commentaires ou non (parfois, comble de l'efficacité dans le domaine des relations publiques, c'est le service d'information des Groupements patronaux vaudois — une feuille format A4 hebdomadaire — qui a tenu lieu de prise de position rédactionnelle!).

Quatre réactions parmi d'autres qui permettront

de prendre la température romande (la «NZZ» n'a jusqu'ici guère été prolixe sur le sujet: un rapide compte rendu le 16.4.1980).

«24 Heures» (J.-M. Vodoz, sous le titre: «Besoin de clarté»): «(...) L'idée n'est certes pas nouvelle. Et, bien que l'équipe de M. Philippe Hubler étai sa démonstration sur des tableaux chiffrés d'une imparable précision, des objections très classiques surgissent. D'abord, si la Confédération n'est plus distributrice de millions, elle pourra moins facilement exercer des pressions sur des pouvoirs cantonaux, dont l'opportunisme et le manque de rigueur emplissaient de colère un fédéraliste convaincu, le président Chevallaz, quand il était ministre des Finances. Ensuite, le danger de sous-enchère fiscale s'accroîtrait de beaucoup. Enfin, si le régime se simplifie, la péréquation, c'est-à-dire l'argent

que les cantons riches donnent aux cantons pauvres, va devenir... visible. Donc agaçante pour les premiers, humiliante pour les seconds. Et tout le monde fera la grimace. Il n'empêche que le Centre patronal vaudois a raison de plaider pour la clarté. Au moins dans la discussion. Car le peuple suisse doit savoir ce qu'il fait. A travers la comptabilité nationale, un défi nous est lancé.»

«TLM» (M. Syfrig, sous le titre: «Un bond vaudois»): «(...) Redonner une certaine indépendance et de la dignité aux cantons, bravo! En revanche, il convient de prendre garde que ce fédéralisme-là n'en arrive pas à signifier absence de solidarité, devenant ainsi synonyme de cantonalisme égoïste. Un Etat qui se prétend moderne doit donner l'exemple de l'efficacité. C'est pourquoi il serait illusoire de concevoir des cantons plus indépen-

défense nationale, verraient à l'avenir leurs dissemblances augmenter.

L'impôt pour la défense nationale permet également de mesurer la capacité financière des cantons, de les comparer, et sert de base à la péréquation intercantonale. Par quoi le remplacer, s'il était supprimé?

ON GÈLE ET ON ATTEND...

— Enfin la péréquation financière: cette péréquation doit être maintenue, selon le Centre patronal qui propose d'adopter, comme clé de répartition des 600 millions, les soldes des mouvements d'argent actuels que touchent ou versent les cantons. Il s'agit donc d'un gel de la situation actuelle. Or cette solution est peu satisfaisante, car les parts que toucheraient les cantons ne seraient plus calculées selon leurs besoins objectifs. Les montants actuels, par exemple, comprennent notamment des subventions versées pour des investissements. Une fois ces investissements terminés, rien ne justifie

encore que les parts cantonales comprennent encore de telles sommes. Le gel de la situation actuelle aurait donc pour effet de perpétuer une situation dépassée, et qui le sera de plus en plus. Le canton de Vaud, qui a bénéficié ces dernières années de subventions fédérales pour la construction de l'Université de Dornigen, verrait, par exemple, cette situation perdurer, alors que les bâtiments seraient terminés depuis longtemps. En bref, on s'aperçoit que les propositions patronales éludent les problèmes plutôt qu'elles ne les résolvent. On ne saurait réduire la répartition des tâches et des compétences entre Confédération et cantons à de simples mouvements de fonds. Au-delà de ces mouvements il existe un problème politique qui doit être traité pour lui-même. L'ignorer ne résout rien ou conduit alors à démanteler l'Etat central, dans nombre de ses compétences et de ses rôles. Est-ce le but voilé du Centre patronal ou bien celui-ci ignore-t-il que la politique ne peut être réduite à de simples mouvements de fonds, abstraits des volontés et phénomènes qui en sont la cause?

dants sans, du même coup, attribuer à l'Etat central les moyens adéquats pour conduire les tâches qui s'imposent et s'imposeront encore davantage à la communauté helvétique dans son ensemble. Pour ce type de construction en commun, la pensée doit être plus généreuse; on est loin de l'esprit du projet vaudois qui donne l'impression d'un «sacré bond». En arrière.»

«La Suisse» (L. Rebeaud, sous le titre: «L'œuf de Colomb»): «(...) Les patrons vaudois mettent dans le mille. Depuis le temps qu'on tâtonne laborieusement pour trouver moyen de désenchevêtrer l'entrelacs déroutant des compétences entre cantons et Confédération, ils présentent la première proposition claire. C'est si simple qu'on se demande, rétrospectivement, comment la Confédération n'y avait pas songé avant. On pense à

l'œuf de Colomb. (...) Bien sûr, le danger existe que des cantons soudain soustraits à la surveillance fédérale se conduisent mal, cessent d'appliquer correctement les lois. C'est un risque à courir. Sereinement. Traités en adultes, les cantons devraient se conduire en adultes.»

«Journal de Genève — Le quotidien suisse d'audience internationale» (J.-S. Egly, sous le titre: «Supprimer l'impôt fédéral direct?»): «(...) On ne peut se défendre d'un léger soupçon envers les auteurs de la proposition: ne seraient-ils pas enclins à se soucier trop peu de ces enjeux nationaux et de cette solidarité confédérale? N'y a-t-il pas la tentation de préférer parfois le cantonalisme en vase clos à un véritable fédéralisme? Malgré ce soupçon, nous pensons que la proposition a le mérite d'être une provocation salutaire. Hypothèse

peut-être extrême dans un débat essentiel, elle devrait pousser à un réaménagement véritable des tâches entre la Confédération et les cantons. Ces derniers devraient pouvoir reprendre entièrement plusieurs compétences et charges; l'Etat fédéral devrait pouvoir alléger son emprise sur la vie du pays. Or la volonté d'un tel réaménagement semble se heurter à de nombreuses obstructions et risque de vaciller. La proposition issue des milieux patronaux vaudois vient à point nommé comme un coup de fouet politique.»

GENÈVE

Assurance-maladie: retombées d'un échec

Affrontement exemplaire à Genève sur le front de l'assurance-maladie. Pratiquement, l'échec des négociations pour une nouvelle convention établissant le tarif des actes médicaux entre la Fédération des caisses-maladie et l'Association des médecins genevois aboutit à la suppression du système dit du tiers-payant pour le règlement des notes et factures en fin de traitement (l'assurance paie elle-même la totalité des notes d'honoraires et des factures que lui adressent médecins, hôpitaux, etc. et établit ensuite un décompte à l'intention de l'assuré pour son éventuelle participation aux frais). Pénalisation des usagers à travers la pénalisation de certains médecins pratiquant une médecine bon marché et pas exclusivement basée sur les «actes» rémunérateurs et considérés comme tels dans le règlement admis par les caisses-maladies: lesdits médecins perdent l'avantage des paiements réguliers effectués par les caisses, sorte d'assurance «compensant» des revenus souvent bas (le système du tiers-garant qui demeure seul en vigueur — facture à l'usager qui la transmet à son assurance — évite tout contrôle de la facturation des médecins par les caisses).

APRÈS TRÉMOLIÈRES

La nouvelle bouffe

On sait deux ou trois choses de la bouffe et la politique: dangers de l'arme alimentaire, développements de la bio-industrie, inégalité devant l'assiette¹, obésité = péril occidental numéro un, dû à une nutrition mal équilibrée.

On sait aussi désormais que, même en dehors des laboratoires de biochimie et des congrès de diététique, l'intérêt s'accroît pour tout ce qui concerne «L'homme et son alimentation» (thème d'un excellent numéro hors-série de «Science et Vie», paru tout récemment). A l'ère de McDonald, du veau blanc, des surgelés, des cantines, des farines sans fibres et très bientôt des aliments irradiés, le problème de la nutrition est trop important pour qu'on le laisse aux charlatans de la protéine, aux apprentis-sorciers de la lutte contre le surpoids ou aux autres précheurs de régimes déséquilibrés.

Depuis des années, les spécialistes conscients de leurs responsabilités s'adressent aux autorités et aux consommateurs, non pour les alarmer en vain, mais pour leur rappeler que l'avenir des populations se prépare dans les cuisines, véritables abris de la protection civile contre les maladies cardio-vasculaires, les affections du tube digestif et même contre certains blocages psychosomatiques. Mort en 1976 d'une maladie que ses préceptes auraient dû lui épargner, le célèbre nutritionniste Jean Trémolières a laissé d'innombrables publications dont les échos imprègnent de plus en plus les comportements quotidiens.

Certes, il y a encore de sérieuses erreurs dans les habitudes individuelles et les mentalités collectives. Certes, il y a encore des couacs au niveau même des consignes émanant de gens d'ordinaire raisonnables (voir les incitations récentes à l'augmentation de la consommation de la viande, lancées avec la caution des associations de consommateurs).

Mais, dans l'ensemble, l'alimentation devient sujet de réflexion positive et d'interventions valables. Les producteurs marginaux et les «nouveaux épiciers» ne sont plus seuls à l'avoir compris. Si pour leur part les grands fabricants de l'argo-business n'ont pas encore vu grand-chose, certains distributeurs, plus proches des consommateurs, sont à la recherche d'un nouveau «marketing» alimentaire; pensez aux produits libres de Carrefour et aux assortiments ultraréduits de sa «succursale d'expérimentation», la société Ertéco, qui exploite en France une dizaine de magasins à l'enseigne Ed — comme Epicier et Discount.

Nouvelle sensibilité alimentaire et marketing de crise se rejoignent. Une combinaison à suivre, pour éviter que le second ne neutralise la première, absolument vitale.

¹ Cf Marian Apfelbaum et Raymond Lepoutre: *Les mangeurs inégaux*, Ed. Stock 1978.

DÉBAT

Culture scolaire et sélection sauvage

Après un débat au Grand Conseil genevois sur la réforme scolaire, nous publions (DP 536, 6.3.1980) le courrier d'un lecteur sur le sujet: remise en cause de l'«indifférenciation croissante» qui caractériserait l'organisation actuelle de l'école genevoise.

Quelques numéros plus tard (DP 542, 24.4.1980), notre ami J.-J. Schilt posait quelques questions précises à notre correspondant genevois, soulignant que dans le

canton de Vaud les partisans du «statu quo» s'étaient emparés de cette contribution au débat pour justifier leur opposition à toute réforme.

Aujourd'hui. P.S. (il s'agit toujours d'un pseudonyme; mais — qu'on se rassure! — l'auteur nous est connu) répond à J.-J. Schilt, faisant, à notre avis, progresser un dialogue indispensable (Réd.).

1. Mettons tout d'abord une chose au point! Il n'a jamais été dans mon intention de défendre le système scolaire secondaire vaudois; mes trois

enfants y ont passé et l'ont subi! Je soutiens donc totalement la lutte que les enseignants de ce canton mènent contre la sélection à la fin de la quatrième

année et pour l'instauration d'un cycle d'observation en cinquième et en sixième année. Ceci étant, je demande à M. Schilt de considérer que la situation du canton de Vaud n'est pas la même que celle du canton de Genève. C'est plutôt dans cette direction que je lui suggère de répondre à ceux qui se sont emparés de mes arguments pour les utiliser dans un autre contexte.

2. Ce qui me dérange dans les propos de M. Schilt: j'y sens un parti-pris qui consiste à croire que la démocratisation de l'école passe par la formation gymnasiale pour tous. Démocratiser l'école, pour moi, ce n'est pas faire en sorte que toujours plus d'élèves soient contraints de faire une maturité. Tenter cela serait cruel pour bien des élèves et fatal pour la maturité. C'est accorder beaucoup d'importance à la maturité que d'en faire un critère

du niveau culturel d'un canton. Quand on tient ce genre de propos, on fait le jeu de la droite tout en se donnant l'impression de l'attaquer.

3. Il y a à présent 65% d'élèves en sections pré-gymnasiales au Cycle d'orientation genevois alors qu'il devait y en avoir la moitié moins au démarrage de cette institution. J'interprète ce chiffre en praticien et non en statisticien politique. Ce ne sont pas les élèves qui ont changé de niveau, mais les sections pré-gymnasiales qui ont perdu leur identité. Et c'est pour cela que je parle de perversion et de tromperie.

Si tous les parents précipitent leurs enfants dans ces sections, c'est qu'ils s'imaginent, en bons parents qu'ils sont, que leurs enfants vont faire des études longues et devenir quelqu'un d'important. Or ces enfants, dans la plupart des cas, ne feront pas ces études longues.

Le phénomène qui se produit déjà entre le primaire et le Cycle d'orientation tend à se répéter entre le Cycle d'orientation et le collège: on retrouve au collège des cohortes d'élèves qui n'aiment pas les études, qui s'ennuient et qui chahutent.

On pourrait dire que ce n'est pas un mal en soi; mais quand ces élèves abandonnent le collège, ils ont souvent désappris à apprendre, ils sont aigris, ils quittent sur un échec.

Ce n'est pas parce que je dénonce cette sélection sauvage opérée sur des élèves de dix-sept ou dix-huit ans qu'il faut me faire dire que je suis partisan de la sélection à la fin de la quatrième année telle qu'elle est pratiquée dans le canton de Vaud.

LE TRI ET LA DÉMOCRATISATION

4. Il faut cesser de faire comme si la culture scolaire actuelle était cette chose gratuite que des enseignants généreux distribueraient à des élèves avides d'apprendre.

Il ne faut pas confondre la culture avec les connaissances que l'école dispense, même si ces connaissances ont très peu d'utilité sur le plan professionnel.

La culture scolaire sert avant tout à opérer un tri entre les élèves. Ce n'est pas en gardant ces derniers plus longtemps à l'école dans des classes hétérogènes qu'on réalise cette démocratisation de l'accès à la culture.

Est-ce à dire que le système des sections est meilleur? Il me semble moins malhonnête parce que plus explicite.

D'autre part quand je réclame des sections mieux définies (je parle toujours de Genève), je me réfère au fait que dans tout apprentissage la notion d'identité joue un rôle important; être dans une section bien définie, avec des objectifs et des perspectives relativement précises, aide à se situer. Je concède volontiers qu'une section est aussi une structure enfermante; c'est pourquoi je propose la création de classes de raccordement qui soient plus que des classes de rattrapage ou d'appui.

HIERARCHIES: DE L'ÉCOLE À LA VIE

En fait, ce qui me paraît détestable, c'est la hiérarchie qui existe entre les différentes sections. C'est cette hiérarchie que les classes hétérogènes vont permettre de masquer, sans pour autant la faire disparaître.

Soyons clairs: la hiérarchie entre les différentes sections et filières de formation reflète la hiérarchie sociale entre les différentes professions sur lesquelles elles débouchent. Masquer cette hiérarchie en faisant croire que l'école est démocratique, c'est faire le jeu de la droite.

5. Quant à «mon» Cycle d'orientation... S'il est une chose que M. Schilt doit bien savoir, c'est qu'une école n'est pas la propriété d'un enseignant.

Toutefois, on peut toujours rêver et faire des propositions; on est encore très loin d'avoir fait preuve d'imagination en matière de démocratisation.

a. Et si démocratiser l'école passait par une démocratisation de son fonctionnement? En d'autres

termes, si on formait réellement les utilisateurs de l'école à exercer un certain pouvoir sur leur formation! On commencerait vraisemblablement par abandonner cette cristallisation sur les sections pré-gymnasiales qui n'intéressent que la minorité, cette conception chosifiée et quantitative d'une culture sociale centrée sur les contenus; on accepterait qu'à l'intérieur d'un cadre général puisse exister une certaine pluralité des démarches. Mais tout ceci n'a de sens que dans le cadre d'une vision globale de la société, une société dans laquelle nous ne vivons pas actuellement. Alors il faut se rabattre sur des compromis et imaginer d'autres solutions moins radicales.

b. Si on veut garder tous les élèves jusqu'à quinze ans dans une école de culture générale, il faut admettre qu'il existe des différences entre eux et à partir de là, se demander comment on peut «gérer» ces différences.

Par ailleurs on définit cette culture générale que doit posséder l'honnête homme par toutes une série de connaissances dont la plupart sont déconnectées de la réalité vécue par l'enfant et qui ne débouchent sur aucun savoir-être ou savoir-faire susceptible de lui donner un pouvoir sur son environnement immédiat. Ne serait-il pas possible d'envisager une formation plus en relation avec la réalité de la vie à laquelle beaucoup d'élèves sont déjà confrontés?

6. Enfin, l'une des causes de mon refus — que je n'ai pas évoquée dans mon article — c'est le contexte général dans lequel cette réforme devrait se réaliser. Ceux qui l'ont préparée se sont contentés d'opérer sur des structures, sans accéder aux demandes réitérées des enseignants: diminution des effectifs par classes, possibilités décentes de se former, temps de concertation, réflexion sur les objectifs, mise en place de l'expérimentation. De plus on prétend contraindre tous les enseignants à adopter cette réforme sans tenir compte du fait que bon nombre d'entre eux n'en veulent pas.

P.S.

De la nécessité du nationalisme

Nul ne l'ignore et je l'ai déjà dit:

«A l'ombre de Maurras, à l'ombre du Mont Rose, Regamey trait sa vache et vit paisiblement.»

Dans un des derniers numéros de «La Nation» («Ordre et Tradition»), dans un article intitulé *Le nationalisme maurassien*, se référant au «sixième colloque Maurras» tenu au début d'avril, à Aix-en-Provence, il écrit notamment ceci:

«... Le nationalisme s'impose par le fait que «la patrie est de nos jours le cercle de société temporelle à la fois le plus vaste et le plus solide qui subsiste, depuis les destructions du XVI^e et du XVIII^e siècle, et (que) l'on peut et doit dire que l'idée nationale représente le genre humain, la nationalité française ayant d'ailleurs des titres particuliers à la représenter.» (Citation du *Dictionnaire politique et critique* de Maurras, octobre 1912.)

Et de commenter:

«Depuis les destructions du XVI^e et du XVIII^e siècle»: cette restriction est essentielle dans la pensée de Maurras. L'unité religieuse de l'Europe du Moyen Age lui avait imprimé une unité morale, que la Réforme a brisée.»

(Et sans doute, Regamey reconnaît plus loin que «l'ordre européen n'était que partiel et constamment troublé»; que le Saint-Empire était refusé par le roi de France; que le pape et l'empereur... etc.; que le grand schisme d'Occident... etc.)

«L'unité religieuse de l'Europe du Moyen Age»? Voilà une vue émouvante, mais une vue d'enfant de Marie!

Ne disons rien du schisme des donatistes, au IV^e siècle, puisqu'il surgit avant que la société chrétienne ne soit vraiment constituée.

Ne disons rien du «schisme byzantin» ou schisme d'Orient: «Les négociations pour ramener l'union entre l'Orient et l'Occident n'aboutirent jamais...

Jusqu'au XX^e siècle l'hostilité de règle dans les rapports entre Grecs et Latins» (*Larousse*).

Ne parlons pas des Albigeois, puisque c'est une affaire purement française.

Parlons du seul «Grand schisme d'Occident» (1378-1417): «Le Grand Schisme eut des conséquences graves: désorganisation des cadres ecclésiastiques; scission des ordres religieux; désarroi des consciences; progrès de l'idée laïque; intrusion des universités dans la politique. La notion même de l'Eglise fut remise en question: la doctrine de la supériorité du concile sur le pape donnera naissance à un long conflit et provoquera la naissance du gallicanisme.» (*Larousse*)

On se doute que ces querelles ne m'intéressent pas essentiellement! Si je les évoque, c'est qu'à partir de prémisses qui m'apparaissent discutables (celles de l'unité religieuse de l'Europe), M. Regamey en

arrive à une conclusion qui ne me semble pas plus certaine:

La nécessité du «nationalisme», Maurras écrivant que «la patrie est de nos jours le cercle de société temporelle à la fois le plus vaste et le plus solide qui subsiste depuis les destructions du XVI^e et du XVIII^e siècle» et la nécessité d'une «Communauté européenne», différente de «tout l'ordre fictif du verbiage international».

Si cette communauté doit être quelque chose comme une «Europe des patries», basée sur la fraternité militaire et permettant d'intervenir énergiquement en Iran et autres lieux — alors elle ne m'intéresse pas. Il y manque selon moi une idée essentielle: celle de tolérance. Quant à la Suisse, la seule chose à faire, c'est de cesser de verser de l'huile sur le feu, de cesser d'exporter des armes — et d'instaurer par exemple un service civil international.

J.C.

NOTES DE LECTURE

Un homme sans voix parle

On n'a jamais autant parlé des saisonniers ou plutôt, pour être précis, du statut de saisonnier. Parce qu'en définitive ce n'est pas tant d'hommes dont il est question dans la confrontation sur la législation relative aux étrangers et sur l'initiative «Etres solidaires», mais d'abstractions: survie de certaines branches de l'Economie, concurrence, production d'un côté, perversion du capitalisme, cynisme du patronat de l'autre.

Les tables rondes, les études économiques, les travaux sociologiques, il y en a eu beaucoup et il y en aura encore; ils distillent des arguments, ils énoncent des vérités, parties de ping-pong sans fin, positions figées.

Jean Steinauer a choisi (mais a-t-il vraiment choisi?) de parler de l'homme saisonnier, de faire parler le saisonnier sans voix. Au hasard d'une rencontre, puis au travers d'une amitié il a pu reconstruire la vie de Dario, treize années de travail en Suisse, victime d'un accident de travail à l'âge de 53 ans et qui lentement, usé, se défait morceau par morceau. Et la Suisse qui rejette cet outil inutile, qui hésite plus de quatre ans avant de lui verser une maigre rente d'invalidité.

Un livre modeste par son format mais de plus de poids qu'une thèse, même si Steinauer nous avertit qu'il a utilisé les moyens d'un journaliste et non pas ceux d'un chercheur scientifique. Alors, vive ce journalisme-là!

¹ Jean Steinauer. «Le saisonnier inexistant». Editions Que faire? Genève, 1980.